

Table des matières

Sommaire	5
Avant-propos	9
Préface	13
Préface de la première édition	21
Introduction	29
Leçon 1. La criminalité en col blanc ou <i>white-collar crime</i> ...	37
1. Qu'est-ce que la criminalité en col blanc ou <i>white-collar crime</i> ?	37
2. Le droit pénal des affaires et l'évolution de la criminalité en col blanc	46
3. Le rôle du ministère public dans la criminalité en col blanc	48
4. Les moyens de lutte contre la criminalité en col blanc .	58
5. La <i>task force</i> pour combattre la criminalité en col blanc	63
6. Le droit pénal européen et la criminalité en col blanc ..	65
7. La réalité actuelle de criminalité en col blanc	67
Bibliographie	72
Leçon 2. Les infractions et les acteurs de la criminalité en col blanc	73
1. Qui est « Jérôme Kerviel » dans la criminalité en col blanc ?	73
2. Mythe et réalité de la criminalité en col blanc aujourd'hui	75
3. Les principales infractions de la criminalité en col blanc	76
4. Les acteurs et <i>stakeholders</i> de la criminalité en col blanc	78

5. L'enquête dans la criminalité en col blanc.....	82
6. Le panel des sanctions dans la criminalité en col blanc	84
7. Les nouveaux acteurs de la lutte contre la criminalité en col blanc.....	85
8. La politique criminelle dans la criminalité en col blanc.	86
9. Les enjeux de la criminalité en col blanc	90
10. Les perspectives et les défis de la criminalité en col blanc.....	90
11. Le nouveau Code pénal et la criminalité en col blanc en 2026.....	94
Bibliographie.....	99
 Leçon 3. Le Parquet européen et la criminalité en col blanc .	 101
1. Qu'est-ce que le Parquet européen ou EPPO ?	101
2. La compétence du Parquet européen	102
3. Le fonctionnement du Parquet européen	103
4. Le rôle du procureur européen dans le Parquet euro- péen	104
5. Les acteurs de la collaboration avec le Parquet euro- péen	104
6. Les garanties de la procédure du Parquet européen ...	105
7. Les étapes de la finalisation du Parquet européen jusqu'à aujourd'hui	108
8. La question controversée de l'avenir du Parquet euro- péen	109
9. La politique pénale européenne et le Parquet européen	111
Bibliographie.....	112

Leçon 4. La prévention et la répression de l'infraction de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme	113
1. Le « béaba » du blanchiment et sa prévention	113
2. Le contexte international de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	125
3. Le champ d'application matériel de la loi du 18 septembre 2017 sur la prévention du blanchiment (<i>M.B.</i> , 6 octobre 2017)	126
4. La liste exhaustive des « activités criminelles » ou « infractions de base » dans la prévention du blanchiment	127
5. Le champ d'application étendu et les nouveaux assujettis à la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment	129
6. La définition incertaine de certaines infractions de base particulières reprises à l'article 4, 23°, de la loi du 18 septembre 2017 comme la fraude fiscale grave, organisée ou non.....	130
7. Le champ d'application personnel : les entités « assujetties », les personnes et les organismes (article 5) et l'exception des avocats.....	133
8. Les nouvelles infractions de base (article 4, alinéa 1 ^{er} , 6° et 23°)	135
9. Les obligations préventives du blanchiment et la <i>compliance</i>	136
10. L'analyse globale du risque ou <i>business-wide risk assessment</i> (articles 68-72)	137
11. L'analyse des risques « individuels » (articles 19-35) ...	138
12. La vigilance à l'égard de la clientèle et des opérations et les questions à se poser (articles 19-35).....	139
13. Les cinq cas particuliers de vigilance accrue de risque (article 37)	140
14. L'analyse des opérations atypiques et obligation de déclaration à la Cellule de traitement des informa-	

tions financières (CTIF) ou au bâtonnier pour les avocats (articles 45-46)	142
15. Les autorités de contrôle et les normes professionnelles	146
16. Les sanctions (articles 132-138).....	146
17. Le registre « UBO » instauré par la loi du 18 septembre 2017.....	148
18. L'évolution européenne et Autorité anti-blanchiment (AMLA)	150
19. L'infraction de blanchiment de l'article 505 du Code pénal.....	155
20. L'infraction de blanchiment dans le nouveau Code pénal.....	169
20.1. La nouvelle disposition	169
20.2. Les changements opérés par le législateur	171
20.3. Bref commentaire de la nouvelle infraction de blanchiment.....	172
21. Le bilan de la lutte contre le blanchiment de capitaux..	175
Bibliographie.....	185

Leçon 5. Les infractions de faux en écritures et usage de faux en écritures, de faux en informatique, de faux dans les comptes annuels, de faux fiscal et de fraude fiscale	187
1. L'infraction de faux en écritures	187
1.1. L'altération de la vérité dans le document écrit ...	188
1.2. L'écrit protégé par la loi	189
1.3. La réalisation du faux par les moyens prévus par la loi.....	189
1.4. Le préjudice réel ou potentiel	190
1.5. L'élément moral : l'intention frauduleuse.....	190
2. L'infraction d'usage de faux en écritures	192
3. L'infraction de faux en informatique et son usage	193

4. Les faux dans les comptes annuels	196
5. Infractions de faux fiscal et fraude fiscale	199
6. La prescription en matière de faux en écritures	204
7. L'infraction de faux en écritures, d'usage de faux en écriture et de faux en informatique dans le nouveau Code pénal	206
7.1. La nouvelle disposition	206
7.2. Les changements opérés par le législateur	207
7.3. Bref commentaire de la nouvelle infraction de faux en écritures et usage de faux	208
Bibliographie.....	211
 Leçon 6. Les infractions d'abus de confiance, d'abus de biens sociaux, de détournement et de corruption...	 213
1. L'infraction d'abus de confiance	214
2. L'infraction d'abus de confiance dans le nouveau Code pénal	216
2.1. La nouvelle disposition	216
2.2. Les changements opérés par le législateur	216
2.3. Bref commentaire de la nouvelle infraction d'abus de confiance	217
3. L'infraction d'abus de biens sociaux	219
4. L'infraction d'abus de biens sociaux dans le nouveau Code pénal	227
4.1. La nouvelle disposition	227
4.2. Les changements opérés par le législateur	227
4.3. Bref commentaire de la nouvelle infraction d'abus de biens sociaux	227
5. L'infraction de détournement	229
6. L'infraction de détournement dans le nouveau Code pénal	230
6.1. La nouvelle disposition	230
6.2. Les changements opérés par le législateur	230

6.3. Bref commentaire de la nouvelle infraction de détournement	231
7. L'infraction de corruption	231
8. L'infraction de corruption dans le nouveau Code pénal.	237
8.1. La nouvelle disposition	237
8.2. Les changements opérés par le législateur	238
8.3. Bref commentaire de la nouvelle infraction de corruption	239
Bibliographie.....	241

Leçon 7. Les infractions d'escroquerie, de fraude informatique, de fraude à la TVA, d'association de malfaiteurs et d'organisation criminelle.....

1. Les escroqueries, le crime organisé et la fraude de masse	243
2. L'infraction d'escroquerie.....	250
3. L'infraction d'escroquerie dans le nouveau Code pénal.	254
3.1. La nouvelle disposition	254
3.2. Les changements opérés par le législateur	255
3.3. Bref commentaire de la nouvelle infraction d'escroquerie	255
4. L'infraction de fraude informatique.....	258
5. L'infraction de fraude informatique dans le nouveau Code pénal.....	262
5.1. La nouvelle disposition	262
5.2. Les changements opérés par le législateur	262
5.3. Bref commentaire de la nouvelle infraction de fraude informatique	262
6. Les infractions de fraude à la TVA	263
7. La criminalité organisée en col blanc ou non	268
7.1. L'infraction d'association de malfaiteurs.....	273
7.2. L'infraction d'association de malfaiteurs dans le nouveau Code pénal	276

7.3. L'infraction d'organisation criminelle	277
7.4. L'infraction d'organisation criminelle dans le nouveau Code pénal	281
Bibliographie.....	282
Leçon 8. Les infractions de faillite, de banqueroute et d'insolvabilité frauduleuse	285
1. Qu'est-ce qu'une faillite frauduleuse ou criminelle ?	285
2. Les infractions en matière de faillite (articles 489, 489 <i>bis</i> et 489 <i>ter</i> du Code pénal et 490 et 491 du nouveau Code pénal).....	290
2.1. La vente à perte et moyens ruineux pour se procurer des fonds (articles 489 <i>bis</i> , 1°, du Code pénal et 490 du nouveau Code pénal)	291
2.2. L'aveu tardif de faillite (articles 489 <i>bis</i> , 4°, du Code pénal et 490 du nouveau Code pénal)	292
2.3. L'absence de collaboration du failli (articles 489 <i>bis</i> , 4°, du Code pénal et 490 du nouveau Code pénal)	293
2.4. Le détournement d'actifs dans la faillite (articles 489 <i>ter</i> , 1°, du Code pénal et 491 du nouveau Code pénal)	295
2.5. La soustraction de la comptabilité dans la faillite (articles 489 <i>ter</i> , 2°, du Code pénal et 491 du nouveau Code pénal)	297
3. Les infractions liées à l'insolvabilité des entreprises et l'état de faillite dans le nouveau Code pénal avec le retour de la banqueroute.....	299
4. L'insolvabilité frauduleuse (articles 490 <i>bis</i> du Code pénal et 496 du nouveau Code pénal).....	302
Bibliographie.....	306

Leçon 9. L'éthique des affaires, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et la <i>compliance</i>	307
5. L'éthique des affaires, la morale, le droit et la déontologie.....	309
6. L'éthique des affaires et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).....	312
7. L'éthique des affaires et la <i>compliance</i>	322
8. L'éthique des affaires et la <i>compliance</i> : mythe ou réalité ?	330
Bibliographie.....	332
Leçon 10. L'étude du cas <i>Citibank</i>	333
1. L'enquête administrative en cause de <i>Citibank</i>	333
2. L'enquête pénale en cause de <i>Citibank</i>	334
3. Le procès <i>Citibank</i>	338
4. Les enseignements du procès <i>Citibank</i>	339
5. Les conclusions du procès <i>Citibank</i>	343
6. Épilogue du procès <i>Citibank</i> et de la crise financière de 2008.....	345
Bibliographie.....	347
Bibliographie	349